



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3843

Texte de la question

## SOMMET SUR LA CRISE

M. le président. Nous commençons par une question du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

M. Jean-Paul Lecoq. Monsieur le Premier ministre, vous avez mis à l'ordre du jour de votre sommet dit " de crise " une nouvelle étape de votre politique de super-austérité et de régression.

Vos réformes de compétitivité visent prioritairement le travail, que vous considérez comme un coût, alors qu'il est la source de création des richesses. L'humain est votre seule variable d'ajustement, mais jamais le capital, les actionnaires, la finance. Or c'est précisément cette politique qui est au coeur d'une crise historique.

M. Jean-Paul Bacquet. C'est vrai !

M. Jean-Paul Lecoq. TVA antisociale, casse du code du travail par une flexibilité sans limite... Avec vos plans de rigueurs successifs, vous ajoutez de la crise à la crise.

La situation de la France n'est pas due à ses dépenses sociales et d'intérêt général, mais au soutien sans condition aux banques et aux grands groupes qui continuent à fermer des usines, à délocaliser et à massacrer l'emploi. Entendez les salariés de Renault, Pétroplus, M-real, Aircelle et, dans le pays, de PSA, Fralib, SeaFrance et tant d'autres ! Entendez aussi les plaintes contre les banques qui spéculent tout en fermant le robinet du crédit pour les PME, les collectivités locales et les ménages !

Comme nous le proposons au Front de gauche, il faut avoir le courage d'affronter le système et les marchés financiers qui tirent leur toute-puissance du pouvoir que vous avez bien voulu leur concéder.

L'augmentation des salaires, des retraites, la taxation du capital, la relocalisation des activités industrielles, la création d'une sécurité sociale professionnelle et de formation ; un pôle public bancaire et financier au service de l'investissement, de l'emploi et de grands programmes en matière de logement, de transports, de santé, d'éducation et de culture sont les choix modernes et efficaces qu'il faut faire pour sortir de la crise.

Allez-vous enfin rompre avec la soumission aux puissances de l'argent en abandonnant vos réformes régressives et inhumaines ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Henri Jibrayel. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, il y a les paroles, les grands discours, et il y a ceux qui agissent, comme le Président de la République, le Premier ministre et les ministres en charge de ces dossiers qui, ce matin, ont rencontré les partenaires sociaux pendant près de quatre heures.

M. Jean Glavany. Quatre heures en cinq ans !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. En sortant, certains ont dit que des mesures utiles à l'emploi avaient été prises. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont eux qui l'ont indiqué.

Il y a des actions à court terme et urgentes à mettre en oeuvre. C'est le cas, notamment, de la formation des demandeurs d'emploi, des formations supplémentaires pour celles et ceux qui sont privés d'emploi depuis longtemps, depuis plus de deux ans, et qu'il faut ramener prioritairement vers l'emploi. Il s'agit également des jeunes. J'entends souvent parler de l'emploi des jeunes. Pour notre part, nous prenons des décisions.

M. Henri Jibrayel. Depuis combien de temps êtes-vous en place ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Le dispositif zéro charge sera mis en place pour les entreprises de moins de dix salariés pour leur permettre de recruter des jeunes. Cela montre bien que nous ne sommes pas là uniquement pour faire des discours, mais pour faire en sorte que le chômage des jeunes, qui touche de nombreux pays européens, ne soit pas une fatalité.

M. Henri Jibrayel. Depuis combien de temps êtes-vous aux responsabilités ?

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Pour le reste, des moyens supplémentaires sont octroyés à Pôle emploi. Bien souvent, c'est ce qui est demandé sur différents bancs de cette assemblée, mais quand nous les mettons, vous n'êtes pas d'accord ! Il faudrait avoir un minimum de cohérence, car sur ces sujets, aujourd'hui, les Français voient bien ceux qui font la différence : celles et ceux qui, conformément à la volonté du Président de la République, prennent des initiatives applicables dès le mois de février et qui font suite aux mesures que nous avons déjà prises en mars et en octobre. Une chose est certaine, sur tous ces sujets liés à l'emploi, nous ne sommes pas embarrassés par les propositions de la gauche, c'est le moins qu'on puisse dire ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous, nous avançons et nous agissons. C'est ce qui fait la différence, et la différence, les Français la voient ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

**Circonscription** : Seine-Maritime (6<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3843

**Rubrique** : Emploi

**Ministère interrogé** : Travail, emploi et santé

**Ministère attributaire** : Travail, emploi et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012